

A L'OCCASION D'UNE RENCONTRE A DURBAN, LES ASSOCIATIONS ENVIRONNEMENTALES, DE SOLIDARITE INTERNATIONALES ET LES SYNDICATS FRANÇAIS PARLENT D'UNE VOIX ET DELIVRENT UNE DECLARATION COMMUNE, ENJOIGNANT LA MINISTRE NATHALIE KOSCIUSKO MORIZET A PRENDRE DES MESURES CONCRETES DANS LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE.



Durban (Afrique du Sud) le 7 décembre 2011

Le 3 décembre, les **organisations environnementales**, les **organisations de solidarité internationale** et les **organisations syndicales de salariés** françaises ont participé à la grande manifestation qui a réuni plusieurs milliers de représentants de la société civile, à Durban, en Afrique du Sud, à l'occasion de la conférence de l'ONU sur les changements climatiques. Un véritable succès pour la société civile mobilisée.

Nos organisations se sont réunies pour parler d'une seule voix et dénoncer les injustices comme les risques environnementaux et sociaux liés aux changements climatiques. Cette 17ème Conférence des Parties, qui se déroule en terre africaine avec une forte charge symbolique, saura-t-elle faire progresser la justice climatique ?

Alors que les négociations ont commencé il y a dix jours, et que les ministres entament aujourd'hui les négociations politiques, nos organisations tirent la sonnette d'alarme sur les décalages entre des discours politiques, et la réalité très insuffisante des actions engagées par les Etats. Rappelons qu'aujourd'hui, les objectifs de réduction d'émissions sur la table nous entraînent vers un réchauffement climatique de 4°C à 6°C.

Le sommet de Durban ne peut se limiter à entériner le sauvetage heureux du processus onusien, seul véritable acquis politique du sommet de Cancun en 2010. Il doit donner de l'ambition aux négociations sur le climat et un nouvel horizon aux populations, victimes du dérèglement climatique au Nord comme au Sud.

Ces ambitions impliquent des ruptures profondes avec les choix économiques, industriels et financiers opérés jusqu'ici et qui mettent à mal nos sociétés, les populations et les écosystèmes.

Ce sommet doit enclencher une révision des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour s'inscrire sur la trajectoire de limitation du réchauffement bien en deçà de 2°C. C'est là une question de survie, tout particulièrement pour les populations les plus vulnérables aux impacts des changements climatiques.

L'inaction, ou la faiblesse d'action, sur le climat génère partout des injustices sociales, au Nord comme au Sud. Il ne peut y avoir de travail décent et d'équité que si le climat est protégé. Le moment est venu de mettre un réel contenu social à la notion de transition juste vers une économie et un développement bas carbone refusant tout dumping social.

Les crises économiques, financières et écologiques révèlent avant tout une crise systémique. Elles représentent autant d'opportunités à saisir pour une refonte du système économique. Nul ne saurait se satisfaire d'une culture de l'austérité qui place au second rang l'urgence climatique, accentue les inégalités comme les souffrances sociales, et in fine affaiblit encore l'économie.

La France et l'Europe doivent s'appuyer sur les différentes composantes de la société civile, entendre ses messages et porter avec fermeté et ambition les mesures suivantes :

▸ **Fixer à Durban un objectif mondial de réduction des émissions** de GES d'au minimum 80% d'ici 2050 (par rapport à 1990) avec un pic des émissions d'ici 2015 ;

▸ **Adopter ici même, une deuxième période d'engagement** du Protocole de Kyoto dans la perspective d'un accord mondial juridiquement contraignant qui devra être conclut au plus vite ;

▸ **Identifier et mobiliser de nouvelles sources de financement, dont des mécanismes innovants.** Les financements doivent être gérés démocratiquement et être additionnels à l'existant. A ce titre, une taxe sur les transactions financières peut et doit être créée. Ses revenus devront être dédiés notamment à la justice climatique ;

▸ **Inclure les aspects du monde du travail pour plus de justice sociale** : protection sociale de base, formation, développement et reconnaissance des compétences, sécurisation des parcours professionnels, qualité de l'emploi et sa rémunération notamment, en lien étroit avec l'OIT pour la mise en œuvre et le suivi ;

▸ **Garantir le caractère contraignant et juridiquement opposable de ces mesures.**

Dans un combat commun, syndicats et associations appellent à agir partout pour infléchir la timide ambition de Durban, ouvrir un nouvel horizon pour tous les citoyens du monde et les générations futures et combler le fossé entre urgence climatique et volonté politique.

Contacts :

▸ **Marc Mossalgue**, Réseau Action Climat, +27 (0)725 49 69 04 (Durban). marc@rac-f.org

▸ **Daniel Geneste**, CGT : +33 (0)6 81 75 21 54 d.geneste@cgt.fr

▸ **Chantal Duray-Soundron**, Coordination Sud : +27 (0)7 94 74 77 12 (Durban)

duray@coordinationsud.org